

# Georges Clemenceau (1841-1929)

Georges Benjamin Clemenceau est né *le 28 septembre 1841* à Mouilleron-en-Pareds (Vendée) d'une famille de médecins. Il est le deuxième de six enfants. Son arrière-grand-père, médecin aux Armées de l'Ouest durant les guerres de Vendée, appartient à la bourgeoisie locale. Son père, Benjamin (1810-1897), lui aussi médecin, est un républicain convaincu, farouchement athée : il participe aux Trois Glorieuses (1830)<sup>1</sup>, à la Révolution de 1848<sup>2</sup>, est emprisonné à Nantes au lendemain du coup d'Etat du 2 décembre 1851<sup>3</sup>, à nouveau arrêté après l'attentat d'Orsini (1858)<sup>4</sup> et soumis, sans procès, à l'exil en Algérie. Il ne devra sa libération (résidence surveillée à Nantes) qu'à l'intervention de collègues nantais. Il transmettra à ses enfants sa haine de toute monarchie et son républicanisme convaincu ; il les initiera aussi à la chasse, à l'équitation et à l'escrime tandis que leur mère leur enseigne le latin et le grec.

Elève à Nantes, Georges Clemenceau obtient le baccalauréat ès-lettres en 1858, s'inscrit en médecine puis part en 1861 poursuivre ses études à Paris où il suit également les cours de droit. *Le 23 février 1862*, il est envoyé en prison où il y reste 73 jours pour ses articles dans l'hebdomadaire *Le travail* qu'il a fondé en décembre 1861 avec ses amis.

*Le 13 mai 1865*, il devient docteur en médecine.

Suite à une déception amoureuse, il s'embarque pour l'Angleterre (1865) puis pour les Etats-Unis où il donne des cours de français et d'équitation ; il épouse l'une de ses étudiantes Mary Eliza Plummer<sup>5</sup> *le 20 juin 1869* et aura trois enfants.

De retour en France juste après son mariage, il prend une part active à la « journée du Quatre Septembre » où la République est proclamée, suite à la défaite de Sedan. Il est alors nommé maire du XVIII<sup>e</sup> arrondissement par Etienne Arago (maire de Paris). Lors du soulèvement du *18 mars 1871*, il tente de sauver de la foule les généraux Thomas<sup>6</sup> et Lecomte<sup>7</sup> ; essayant de concilier le gouvernement de Thiers et la Commune de Paris, il s'attire l'inimitié des deux camps.

Son élection *le 20 février 1876* comme député de Paris marque son entrée sur la scène politique nationale. Il s'impose par son verbe comme le chef incontesté des républicains radicaux et de l'opposition d'extrême-gauche. Il lutte pour l'amnistie des « Communards », pour la révision des lois constitutionnelles de 1875, pour la laïcité et la séparation de l'Eglise et de l'Etat, et s'oppose

radicalement à une loi sur l'éducation obligatoire qui n'inclurait pas le caractère laïque de l'éducation publique.

Réélu aux législatives de 1881, Clemenceau acquiert, pour sa férocité, le surnom de « Tigre », un animal qu'il n'aime pas (« Tout en mâchoire et peu de cervelle, cela ne me ressemble pas »). Il a également une réputation de « tombeur de ministère », autant redouté pour son ironie que pour sa férocité verbale ; il défend, entre autre, la nécessité de préparer la France face à l'Allemagne, préconise de lutter contre la misère en France, milite pour faire avancer les droits sociaux plutôt que de diffuser la civilisation française dans le monde. En 1892, il est mis en cause dans l'affaire de Panama<sup>8</sup> et même s'il est blanchi, sa réputation est désormais entachée ; pour l'opposition, il devient l'homme vendu aux puissances étrangères, l'escroc, le parvenu... Le 3 septembre 1893, il est battu aux élections.

Il se tourne alors vers le journalisme. Il critique la répression des grèves, l'évolution du christianisme, s'oppose à la peine de mort, aux « lois scélérates » (1894), préconise les réformes sociales, l'impôt sur le revenu et sur la propriété. L'affaire Dreyfus lui permet de revenir au premier plan : s'il n'est pas au départ convaincu de l'innocence du capitaine, ses articles dreyfusards sont des succès populaires.

En 1902, il revient en politique comme sénateur du Var. En avril 1905, lors des débats sur la loi de séparation des Eglises et de l'Etat, il critique la frilosité de Briand et de Jaurès mais vote la loi.

En mars 1906, la victoire des Radicaux amène Ferdinand Sarrien à former un cabinet où Clemenceau est nommé au ministère de l'Intérieur, il se présente alors comme « le premier des flics ». Suite à la catastrophe de Courrières<sup>9</sup>, il s'éloigne de la gauche socialiste, révolutionnaire et syndicaliste.

Le 25 octobre 1906, il devient président du Conseil tout en restant à l'Intérieur : son programme vise à maintenir la paix avec l'Allemagne tout en réformant l'armée en vue d'un éventuel conflit, à faire appliquer la loi de séparation des Eglises et de l'Etat fermement condamnée par Pie X. Il s'illustre par sa férocité à la fois contre les mouvements sociaux (répression des grèves) mais aussi contre le personnel politique qu'il estime peu. Il devient l'ami du préfet Lépine<sup>10</sup> et conduit les réformes de police : création de la police scientifique par Alphonse Bertillon<sup>11</sup>, des brigades régionales mobiles (dites « Brigades du Tigre ») par Célestin Hennion<sup>12</sup>. Clemenceau est renversé le 20 juillet 1909 et *L'Humanité* titre, le lendemain « La fin d'une dictature ».

Le 6 mai 1913, il publie quotidiennement dans *L'Homme libre* et ne cesse d'avertir la France du danger que constitue l'Allemagne.

Lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale, Clemenceau défend dans son journal l'Union sacrée, la prééminence des civils sur l'Etat-major et le patriotisme. Les années suivantes, il critique l'inefficacité du gouvernement, le défaitisme, l'antimilitarisme et le pacifisme.

A 76 ans, il accède à nouveau à la présidence du Conseil le 16 novembre 1917 et s'entoure alors de proches pour restaurer la confiance et mener une politique belliciste. Epurant l'administration, menant une politique de salut public, il consacre un tiers de son temps à la visite des tranchées, suscitant ainsi l'admiration des poilus ; il préfère Foch comme généralissime des troupes interalliées, se méfiant de Pétain qu'il juge trop timoré.

A son surnom de « Tigre » s'ajoute celui de « Père la victoire » : si la droite jusqu'au boutiste réclame d'aller à Berlin, Clemenceau s'y refuse, préférant mettre fin au carnage (11 novembre 1918). Viscéralement antibolchevique, il lance en 1918 une importante opération en Mer Noire dont l'expédition se solde par un échec (mutineries).

Représentant de la France à la conférence de paix de Paris (janvier-juin 1919), il est soutenu par la droite qui espère faire payer l'Allemagne : Clemenceau exige la réintégration de l'Alsace-Lorraine, l'annexion de la rive gauche du Rhin et de lourdes indemnités matérielles et financières.

Le 19 février 1919 à 8h30, l'anarchiste Emile Cottin<sup>13</sup> tire sur lui et le blesse ; l'attentat déclenche un enthousiasme populaire et on l'idolâtre. Il conserve son poste de président du Conseil jusqu'en 1920.

Dans « Grandeur et Misères d'une victoire » il évoque son action politique entre 1917 et 1919 ainsi que le risque de réarmement allemand en raison de l'abandon des garanties du traité de Versailles et de la politique d'apaisement de Briand.

Frappé d'une crise d'urémie à 88 ans, il meurt à l'aube du 24 novembre 1929.

### [Bibliographie des ouvrages sur Clémenceau conservés à la bibliothèque](#)

---

<sup>1</sup> **Trois Glorieuses** : la révolution des 27, 28 et 29 juillet 1830, dites « Trois Glorieuses » porte sur le trône de France le roi Louis-Philippe et instaure la monarchie de Juillet. Ainsi, le « roi des Français » Louis-Philippe succède au « roi de France » Charles X.

<sup>2</sup> **Révolution de 1848** : troisième révolution française qui se déroule à Paris du 22 au 25 février 1848. Sous l'impulsion des libéraux et des républicains, Louis-Philippe est contraint d'abdiquer. Le 24 février, à 15 h. la Seconde République est proclamée par Alphonse de Lamartine.

- <sup>3</sup> **Coup d'Etat du 2 décembre 1851** : Louis-Napoléon Bonaparte, alors président de la Seconde République et premier président élu au suffrage universel, choisit la date anniversaire de la bataille d'Austerlitz pour conduire le coup d'Etat lui permettant de passer du statut de prince-président à celui d'Empereur des Français. Il prend acte de l'échec de la Seconde République qui a trahi ses idéaux en massacrant le peuple. Beaucoup pensaient à une restauration monarchique, le futur Napoléon III les prend de vitesse.
- <sup>4</sup> **Attentat d'Orsini** : le 14 janvier 1858, Felice Orsini commet un attentat contre Napoléon III devant l'Opéra de la rue Le Peletier à Paris. Avec des complices, il lance trois bombes en direction du carrosse impérial ; le couple impérial s'en tire sans dommages mais les bombes font 8 morts dans le cortège. Orsini reproche à l'Empereur d'avoir trahi ses idéaux de jeunesse et d'avoir entravé l'unification de son pays. L'Empereur fait reconstruire l'Opéra sur son lieu actuel tandis qu'Orsini est guillotiné le 13 mars 1858.
- <sup>5</sup> **Mary Elizabeth Plummer (1849-1922)** : épouse de Georges Clemenceau (1869) et délaissée par celui-ci, elle prend pour amant le précepteur de leurs enfants. Clemenceau la fait mettre en prison durant deux semaines, période durant laquelle il demande et obtient le divorce et la garde de leurs enfants. Il renvoie son épouse aux Etats-Unis à bord d'un paquebot en 3<sup>e</sup> classe après lui avoir fait enlever sa nationalité française.
- <sup>6</sup> **Jacques Léonard Clément-Thomas (1809-1871)** : compromis dans plusieurs complots durant la monarchie de Juillet, il est arrêté, exilé en Angleterre et ne rentre en France qu'après l'amnistie de 1837. Favorable à la Seconde République, en tant que commandant de la Garde nationale, il réprime durement les ouvriers révoltés des Ateliers nationaux lors du soulèvement de juin 1848. Opposé au Coup d'Etat du 2 décembre, il s'exile en Belgique puis au Luxembourg. Commandant en chef de la Garde nationale de la Seine durant le siège de Paris, il démissionne le 14 février 1871. Pendant le soulèvement du 18 mars 1871, habillé en civil, il repère les plans des barricades de Montmartre. Reconnu, il est lynché. Son corps, ainsi que celui du général Lecomte, restent exposés deux jours rue des Rosiers (actuelle rue du chevalier-de-la-Barre).
- <sup>7</sup> **Claude-Martin Lecomte (1817-1871)** : saint-cyrien (1837) il commande en second, en 1869, le Prytanée militaire de la Flèche. Général de brigade en 1870, il participe au siège de Paris : le gouvernement Thiers le charge de récupérer les canons de Montmartre le 18 mars 1871. Cerné par la foule opposée à leur départ, le général donne l'ordre de tirer ; ses soldats fraternisent et il est fait prisonnier, tabassé et abattu dans le dos.
- <sup>8</sup> **Scandale de Panama** : affaire de corruption liée au percement du canal de Panama. Il éclabousse de nombreux hommes politiques (104 parlementaires auraient touché des sommes entre 1 000 et 300 000 francs) et industriels français durant la III<sup>e</sup> République, ruinant des centaines de milliers d'épargnants. En 1893, l'ancien ministre des Travaux publics Charles Baihaut, Ferdinand de Lesseps, Gustave Eiffel et leurs associés sont condamnés à 5 ans de prison : Lesseps échappe à la prison grâce à un vice de forme, Gustave Eiffel est réhabilité le 15 juin 1893 par l'enquête de la Cour de Cassation. La construction du canal est finalement reprise par les Etats-Unis mais ce scandale marquera définitivement la vie politique française.
- <sup>9</sup> **Catastrophe de Courrières (Pas-de-Calais)** : c'est la plus importante catastrophe minière d'Europe qui s'est déroulée entre Courrières et Lens le samedi 10 mars 1906. Elle fait officiellement 1.099 morts. Trois jours après l'explosion due à un coup de poussier, la recherche des survivants est abandonnée et une partie de la mine est condamnée pour étouffer l'incendie et préserver le gisement. Le 30 mars, 13 rescapés réussissent à retrouver un puits de sortie après une longue errance dans le noir total; un quatorzième est retrouvé 4 jours plus tard. La catastrophe provoque une crise politique et un mouvement social qui débouchent sur l'instauration du repos hebdomadaire et le début de l'immigration dans le Nord-Pas-de-Calais.
- <sup>10</sup> **Louis Jean-Baptiste Lépine (1846-1933)** : avocat puis préfet de la Loire (1891), il devient préfet de police de la Seine en 1893 créant le « Service centralisé de collecte des objets trouvés ». En 1901, pour lutter contre la crise qui touche les petits fabricants parisiens de jouets et de quincaillerie, il crée un concours-exposition qui deviendra le concours Lépine. Durant sa carrière de préfet de police, il met en place la permanence dans les commissariats, équipe les gardiens de la paix d'un bâton blanc et d'un sifflet à roulette (1897), crée la brigade fluviale et les brigades cyclistes (les hirondelles) en 1901, fait installer des avertisseurs téléphoniques pour alerter les pompiers puis police-secours, réorganise la circulation, instaure les passages piétons, le sens unique, les sens giratoires et crée les chiens sauveteurs.
- <sup>11</sup> **Alphonse Bertillon (1853-1914)** : criminologue français, fondateur en 1882 du premier laboratoire de police d'identification criminelle et créateur de l'anthropométrie judiciaire appelé « système Bertillon » ou « bertillonage ». Ce système d'identification est rapidement adopté dans toute l'Europe, puis aux Etats-Unis et utilisé en France jusqu'en 1970.
- <sup>12</sup> **Célestin Hennion (1862-1915)** : directeur de la Sûreté générale, il est célèbre pour avoir modernisé la police française au début du XX<sup>e</sup> siècle avec le soutien de Georges Clemenceau. Il est le créateur des fameuses Brigades du Tigre, ancêtre de la police judiciaire. Il est considéré comme le « père de la police moderne ».
- <sup>13</sup> **Louis Emile Cottin (1896-1936)** : menuisier ébéniste de profession, il tire à 9 reprises sur la voiture de Georges Clemenceau le 19 février 1919 à 8h30. Anarchiste, il est condamné à la peine capitale. Clemenceau intervient en sa faveur (suite à la libération de l'assassin de Jaurès) et le président Poincaré réduit sa peine à 10 de réclusion et 20 ans d'interdiction de séjour. Il meurt sur le front d'Aragon en octobre 1936 lors de la guerre d'Espagne.